

Libre propos : réflexions sur quelques chiffres

Le 14 décembre 2023 s'est tenue une conférence sur les relations entre l'Afrique et la France, ayant pour base de réflexion le rapport parlementaire de Mme Michèle Tabarot et de Mr. Bruno Fuch. Conférence organisée à l'initiative de l'Association Fraternité Afrique en partenariat avec l'Académie des sciences d'outre-mer. Comme dans toute conférence, il y avait trois catégories d'intervenants parmi le public présent : d'abord, ceux qui jugeaient que tout était mieux autrefois et qu'il fallait retourner à la Françafrique ; ensuite, ceux qui pensaient qu'il faut se baser sur ce rapport pour organiser des commissions techniques en vue de définir une nouvelle stratégie pour la France ; enfin, ceux qui estimaient que les relations entre la France et les pays d'Afrique doivent s'inscrire dans les mutations économiques, sociales et politiques du monde actuel. Toutefois, malgré l'intérêt des présentations et des propos tenus, je n'ai entendu personne rappeler quelques « données de base » concernant certains aspects de ces relations. Tout d'abord le commerce. Comme le souligne la Lettre d'information économique du Ministère français de l'économie et des finances de juin 2023, les échanges commerciaux entre la France et les pays de l'Afrique sub-saharienne ne représentaient que 2% (deux pour cent) du total du commerce extérieur de la France en 2022. Toutefois, l'Afrique est « un fournisseur important pour les hydrocarbures, les produits agricoles et les minerais (...) et un client important pour les équipements mécaniques, matériaux électriques et électroniques ainsi que pour les produits des industries agroalimentaires et pharmaceutiques » et reste l'un des investisseurs les plus importants même si ces investissements sont en baisse régulière depuis 2015.

Banque de France. Rapport économique et financier 2022 sur la CEMAC, l'UMOA et l'Union des Comores.

« En 2022, les flux d'investissements internationaux en direction de l'Afrique (45 milliards de dollars) ont reculé de 44 % par rapport à l'année précédente (80 milliards) et représenté 4,9 % des flux vers les pays en développement (PED), selon la Cnuced (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). En omettant l'Afrique du Sud, les investissements directs étrangers (IDE) en direction de l'Afrique subsaharienne ont baissé de 28 %, ce mouvement touchant également les pays à faible revenu (- 16 %). S'agissant des stocks d'IDE, les plus gros détenteurs d'actifs en Afrique restent européens, avec en tête les investisseurs du Royaume-Uni (60 milliards de dollars), de la France (54 milliards) et des Pays-Bas (54 milliards) suivis de près par le portefeuille chinois (44 milliards). »

Et puisque l'on évoque le commerce, faisons un aparté concernant le minerai d'uranium nécessaire aux centrales nucléaires françaises. Comme le souligne le titre d'une note de la société de conseil BearingPoint¹, l'uranium constitue un pilier important de l'indépendance énergétique française. Le Niger est l'un des quatre principaux pays d'où est importé l'uranium. Toutefois, les exportations de

¹ BearingPoint : « L'uranium, matière première pilier de l'indépendance énergétique française » par Emmanuel Autier, Caroline Fabre, Julien Bros.

ce minerais s'inscrivent dans une économie mondiale² et non dans celle d'une relation bilatérale et exclusive comme certains l'annoncent parfois.

Pays	Part dans les importations françaises entre 2005 et 2020	Part dans les importations françaises en 2020
Kazakhstan	20,1 %	28,9 %
Australie	18,7 %	9,9 %
Niger	17,9 %	34,7 %
Ouzbékistan	16,1 %	26,4 %

Après le commerce, les flux financiers. Pas tous, mais ceux provenant des expatriés africains vivant hors du continent dont le poids est considérable tant dans l'aide aux familles restées au pays qu'au développement économique de ce continent. Ainsi comme le souligne un article d'Africa 24 d'octobre 2023 « *Bien que la diaspora africaine en Europe et en Amérique du Nord représente 1,05% en 2019 de la population totale de l'Afrique, sa contribution au développement du continent pourrait être encore plus décisive. Les données de la Banque mondiale indiquent que les flux financiers de la diaspora comptent pour 3,5% du produit intérieur brut de l'Afrique en 2019 alors que l'aide publique au développement ne représente que 2,2% du PIB* ». Selon les estimations de la Banque Mondiale, la diaspora africaine en France aurait transféré 9 milliards de dollars US en 2021.

Examinons maintenant une autre composante des relations entre la France et les pays d'Afrique, à savoir celle du nombre d'étudiants venus d'Afrique pour faire des études supérieures en France. En 2021, sur les 302.900 étudiants étrangers, 149.200 venaient du continent africain³ - tous niveaux confondus⁴ - soit environ 5 % du total des étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur⁵.

Pays	Nombre d'étudiants
Maroc	38.800
Algérie	25.300
Sénégal	13.100
Tunisie	11.200
Côte d'Ivoire	8.500
Cameroun	6.800
Congo	4.500
Gabon	4.400
Autres	36.500
Total	149.200

2 La forte baisse de la part occupée par l'Australie au profit des trois autres fournisseurs montre ce phénomène de substitution.

3 Source : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

4 Toutefois, il conviendrait de distinguer entre les étudiants entrant pour la première fois à l'université et ceux venant faire une spécialisation en France, dont certains vont rester pour exercer des fonctions pour lesquelles la France manque de personnel qualifié.

5 En 2021 la France comptait de l'ordre de 3 millions d'étudiants.

Praticiens exerçant en France ayant obtenu leur diplôme hors de l'Union Européenne

En 2023 7 % des médecins en activité en France avaient obtenu leur diplôme hors de l'Union européenne (contre 4 % en 2010). Parmi ceux-ci, 37,4 % en Algérie, 10,4 % en Tunisie, 7,9 % au Maroc, 3,8 % à Madagascar, 1,4% au Sénégal, 1,3% en Égypte. Praticiens qui exercent principalement dans les pratiques spécialisées (9,9% du total des effectifs) et en chirurgie (9,7%) contre seulement 3,3 % en médecine générale.

Que « conclure » globalement de ces quelques chiffres ? Certainement que les relations actuelles entre la France et l'Afrique ne peuvent plus être celles qui ont prévalu au lendemain des indépendances, mais aussi que l'Afrique est maintenant ouverte sur le monde. Toutefois, subsistent des liens culturels, économiques, politiques issus de l'histoire. Liens particuliers issus d'une histoire commune. Libre à chacun de la juger à l'aune de ses convictions. Reste que ces liens existent, ne l'oublions jamais.

Pierre Auffret

Consultant international.

e-mail : P.Auffret@yahoo.fr